

MMSH – 9 novembre 2020
Pr. (ret) Gilbert Benhayoun

**Israël, économie dynamique...mais duale et
inégalitaire, société divisée.**

Données de base

() : OCDE

Population : 9.4; moins de 15 ans : 28% (18%)

Taux de croissance de la population : 2% - 35 ans (0.6%)

Espérance de vie : 82.8 ans (80.1)

PNB : 400 milliards \$ - (France : 2850 milliards \$)

PNB per capita : 42 100 \$ (48 300 \$)

R&D %PNB : 5% (2.6%)

PISA

Lecture : 470.4 (487.1)

Maths : 463.0 (489.1)

Science : 462.2 (488.7)

- **PISA Moyenne (math-science-lecture)**

Israël : 465

Japon : 520

France : 490

■ **Laïcs : 502**

■ **Religieux : 485 (non compris haredi)**

■ **Arabes : 372**

Structure démographique

2065

- Haredi : 49% (fécondité : 7)
- Arabes : 15% (fécondité : 3.1)
- Laïcs juifs : 35% (fécondité : 2.5)

Partie 1. Une économie dynamique.

Un peu d'histoire. 29 novembre 194 : plan de partage de la Palestine mandataire qui sera divisée entre un Etat juif, un Etat arabe et une zone internationale autour de Jérusalem, et en mai 1948, l'Etat d'Israël est créé après le départ des derniers soldats britanniques.

Les anglais, qui avaient autorité sur la Palestine (1920), la quitte entre déc 1947 et mai 1948. Ils laissent derrière eux une situation de conflit non résolue entre juifs et arabes, et, **sur le plan économique**, en laissant les caisses vides. A cette époque Israël, manquait d'à peu près de tout, de nourriture, de fuel, de devises étrangères. Le pays était pauvre.

1948, le PNB par habitant : 4 000\$ (en \$ actuels). En 2018 : 42 600\$. 1951-1952 lorsque le PNB par habitant diminue de 63% passant à 2.500\$, ce qui est inférieur au niveau palestinien actuel. Car la population passe de 800 000 à 1.5 millions. Pour David Brodet, ancien directeur au Ministre des finances, **quatre décisions** prises alors par Ben Gourion, ont permis à l'économie israélienne de sortir de l'ornière.

- **monnaie** indépendante,
- Stop les **dépenses militaires**,
- **Développement de l'agriculture et des industries de main d'œuvre** (secteur textile). Produire localement visait à acquérir l'indépendance économique. Détermination de la répartition géographique de la population, en particulier celle nouvellement immigrée.
- Mesures plus institutionnelles : création du ***National Insurance Institute*** (équivalent de la Sécurité Sociale en France), + réorganisation du **Ministère des Finances** + création de la **Banque d'Israël**.

- Ces réformes indispensables ont permis de **libéraliser l'économie**, passant d'une économie fermée et spécialisée dans des productions à faible valeur ajoutée, à une économie ouverte au commerce international et où les importations se sont substitué aux produits locaux. Les barrières protectionnistes sont abolies.
- Les exportations se sont orientées vers des produits à haute valeur ajoutée. Le rôle des secteurs traditionnels comme **l'agriculture, le textile et l'habillement**, ont perdu de leur importance.
- Cette nouvelle approche, qui consistait à participer à la globalisation de l'économie, date de **1964**. Le 6 juin de cette année, Israël signait un accord économique avec la CEE à portée commerciale. Bien que modeste cet accord marque un tournant pour Israël. Il s'agissait d'un accord non préférentiel comportant des réductions tarifaires d'environ 20% sur 25 produits pour une période de trois ans.

Le 11 mai 1975 un accord plus conséquent avec la CEE fût signé. Israël était alors le premier pays méditerranéen à conclure un accord de libre-échange avec la CEE, dont le principe était celui de la suppression progressive des droits de douane sur les produits industriels.

Cet accord marque le point de départ de la transition économique d'Israël, qui passe d'une économie fermée à une économie ouverte. Les importations ne sont plus considérées comme la plaie de l'économie.

L'accord contient aussi un protocole supplémentaire sur la coopération industrielle, scientifique et économique, visant à favoriser le développement industriel israélien, ainsi qu'un protocole financier permettant à Israël de recevoir des prêts de la Banque européenne d'investissements

L'économie israélienne va alors se baser sur 4 principes, valables encore aujourd'hui :

- Oui à la globalisation et non à l'isolationnisme**
- Oui à l'innovation et aux secteurs basés sur le savoir scientifique**
- promotion des exportations, et non à la dépendance aux importations**
- Oui à l'éducation et non au travail trop peu qualifié et à faible productivité**

2020 : on peut porter un jugement sur l'économie d'Israël.

Du point de vue de Sirius, cette économie se porte bien. Les réserves en devises dépassent 100 milliards \$, l'excédent de la balance des paiements dépasse les 10 milliards \$, les grandes firmes internationales se disputent les entreprises israéliennes de high-tech, la dette extérieure est maîtrisée.

Qui peut douter des résultats remarquables en matière de croissance économique obtenus par Israël ces dernières années ?

- Les experts reconnaissent que ce petit pays de 9 millions d'habitants est devenu en très peu d'années une superpuissance dans les technologies avancées. C'est ce que note en 2010 The Economist : *"Au cours des deux dernières décennies, Israël s'est transformé, de trou perdu à moitié socialiste en une superpuissance de haute technologie. Par rapport à la population, Israël est le leader mondial dans le nombre de start-ups de haute technologie et dans la taille de l'industrie du capital à risque"*.
- A cet égard, Israël se distingue, comparé à l'ensemble des pays riches. Les % des dépenses R&D par rapport au PNB et de chercheurs dans l'emploi total est plus élevé en Israël que dans tous les autres pays, or c'est l'économie innovatrice qui constitue le principal moteur de la croissance.

	R&D	Chercheurs / Emploi (pour mille)
Israël	4.5	17.4
Moy OCDE	2.4	8.3
USA	2.8	8.9
France	2.2	10.4
Corée Sud	4.5	104

Classement mondial d'éco-système

1. San-Francisco 2. New-York

3. Londres 4. Boston

5. Los-Angeles 6. Pékin

7. Tel-Aviv 8. Berlin

12. Paris

43. Haïfa 49 Beersheva

55. Jérusalem

99. Dubaï

Inv. en Capital-risque (moy 2014-2018) en % du PNB

- USA : 0.43% (premier OCDE)
 - Israël : 0.38% (second)
- Corée du Sud (0.09%) (quatrième)
 - France (0.05%) (onzième)
- Japon (0.03%) (dix-neuvième)

- Dans certains domaines, Israël est en pointe.
- **Cyber-sécurité, Israël attire 15% des investissements mondiaux. L'Université Ben-Gourion de Beersheba, ville du sud qui, il y a quelques années était pauvre et peu attractive, est aujourd'hui un centre mondialement reconnu dans le domaine de la cyber-sécurité. D'autres secteurs, comme le management de l'eau (dessalement, retraitement des eaux usées...) les services à la santé, la technologie financière, sont également très prometteurs. Technologies de conduite des voitures sans chauffeur, Intel vient d'acquérir Mobileye, start-up israélienne pour 15.3 milliards de \$. En 2016, une entreprise chinoise a racheté Playtika, société de jeu en ligne basée à Herzliya, au nord de Tel-Aviv, pour 4.4 milliards de \$. D'autres transactions, plus anciennes, ont permis aux géants américains de faire l'acquisition de start-ups israéliennes. C'est le cas en 2012 de Waze par Google, pour un milliard de \$, en 2013 de Trusteer, société de logiciels de sécurité par IBM, également pour un milliard de \$, de Intucell, entreprise de logiciels de téléphonie cellulaire, pour 475 millions de \$. Il existe aujourd'hui, plus de 300 entreprises internationales dotées d'un centre de recherche high-tech dans le pays, dont des majors comme Microsoft, IBM, Apple, Cisco, HP, Intel. On est bien loin des années qui ont suivi la guerre de Kippour d'octobre 1973. Peu après la guerre, les dépenses militaires avaient représenté 30% du PNB. En 1984 la dette publique s'élevait à trois fois le PNB et l'hyperinflation atteignait 450% dans l'année. Un triple record. On mesure ainsi le chemin parcouru depuis.**

- **En matière de croissance économique, les performances d'Israël sont considérées par les organisations internationales comme *“remarquables”*.**

Energie

- **Un autre point fort, récemment apparu, sont les découvertes dans le domaine de l'énergie qui font qu'aujourd'hui Israël est exportateur de gaz.**

Israël a découvert plusieurs grandes réserves de gaz naturel offshore :

- **Tamar** (305 milliards de m³)
- **Léviathan** (605 milliards de m³) en 2009-10
- **Tanin** (23 milliards de m³) et **Karish** (32 milliards de m³). Tamar est exploité depuis 2013 et répond à la demande locale (environ 11,5 milliards de m³ en 2019) d'électricité.

Impact positif sur le PIB de 1,4% grâce à la baisse des importations d'énergie. La production du champ de Léviathan, au début de 2020, a permis à Israël d'exporter du gaz.

Exportation : accords signés avec la Jordanie et l'Égypte. Les exportations de gaz sont estimées à 6,5 milliards de m³ en 2020 et devraient atteindre 8,7 milliards de m³ en 2023.

Les exportations devraient stimuler la **croissance du PIB d'environ 0,3 %** en 2020.

Des discussions sont en cours pour exporter du gaz vers **l'UE**. Cependant, cela nécessitera des investissements supplémentaires dans les technologies de liquéfaction du gaz ou des connexions de pipelines et la résolution des problèmes topographiques et **géopolitiques**.

- **Le bilan est très positif. En fait, la réalité d'Israël est plus complexe, d'autres indicateurs que ceux cités donnent une image moins élogieuse, et, en ce sens, Israël est le pays des contrastes.**

Tel-Aviv et Jérusalem

On passe d'une ville juive moderne, dynamique, plutôt séculaire, *ou on ne dort jamais*, à une ville, où les religieux dominant et où la pauvreté est importante. Ainsi, mis à part le Mexique, **Israël est le pays le plus inégalitaire de l'OCDE**, ce qui est inquiétant dans la mesure où cela affecte non seulement le bien-être des segments les plus vulnérables de la société, mais aussi mine les performances de l'économie.

De plus, les inégalités peuvent engendrer de l'instabilité politique, accroître le mécontentement de la population et entraîner des mouvements de révolte. Ces troubles, peuvent engendrer à leur tour un climat d'incertitude néfaste au monde des affaires, réduire la demande, et impacter négativement les investissements, ce qui se traduirait par une perte de croissance économique. En 2017 The Economist posait la question, à propos d'Israël : « *Startup nation ou pays laisser pour compte ?* »

Une économie dynamique mais...duale

Une approche plus attentive nuance cette vision optimiste. **La pauvreté** grandissante qui exclut une partie de plus en plus importante de la population, l'augmentation des **inégalités** qui fragilise les classes moyennes, obligent à plus que nuancer ce point de vue. En fait, l'économie israélienne est **segmentée et l'** analyse de l'évolution de la **productivité** du secteur productif mettra en lumière la dualité de l'économie.

Plusieurs menaces

- **la menace sécuritaire**, qui se traduit par la volonté, maintes fois affirmée et annoncée, de l'Iran d'anéantir Israël, par les menaces du Hezbollah libanais, par les agressions du Hamas à partir de la Bande de Gaza, par les tentatives d'attentats de groupes islamistes à la frontière sud avec l'Égypte.
- **la menace démographique**. Beaucoup estiment que l'annexion de la Cisjordanie se traduira par une réduction du poids relatif des juifs dans la région, et que le projet sioniste qui consistait à créer un État juif et démocratique, dont l'objectif initial était de mettre les juifs à l'abri des persécutions, sera remis en cause.
- Enfin, *last but not least*, **la menace qui mine l'économie et la société israélienne**, celle qui se traduit par la **polarisation de l'économie**.

Critère de segmentation : la capacité d'innover.

L'économie israélienne a deux composantes :

- l'économie innovatrice**
- et la seconde économie. C'est celle qui, faute d'innover et de se renouveler, a besoin d'innovation**

L'économie innovatrice présente quatre caractéristiques

- a. Elle est **internationale** par ses marchés, ses principaux concurrents, ses références financières, qui se situent essentiellement à l'étranger. En ce sens, les secteurs qui composent cette économie sont exposés à la concurrence internationale (secteurs exposés).
- b. La **productivité du travail y est forte**, ce qui est créateur de richesses, et elle constitue un facteur d'attraction des investissements étrangers.
- c. Elle est **peu régulée** et dans certains cas exempte de toute régulation.
- d. Les entreprises et les salariés sont très **mobiles** et ces derniers passent, tout ou partie de leur vie à l'étranger.

- Elle ne recrute pratiquement que des actifs hautement qualifiés,
- elle est localisée principalement dans les quatre grandes villes du pays : Tel-Aviv, Haïfa, Beersheba et Jérusalem.
- En termes d'emploi, les secteurs innovants n'occupent qu'une partie limitée des actifs, seulement **9%** de la population active.

- **La seconde économie** (services, bâtiment, logistique...) regroupe la grande majorité des emplois, plus de 90%. Elle se caractérise par :
 - une très **faible productivité**, moins de la moitié de celle de l'économie innovatrice, et elle est inférieure à celle d'autres pays, dans les mêmes secteurs.
 - Les **marchés sont essentiellement localisés en Israël**, aussi les entreprises de ces secteurs sont protégées de la concurrence internationale (secteurs protégés).
 - Une **économie fortement régulée**, lourdement imposée.
 - Une forte **dépendance par rapport aux pouvoirs publics**, non seulement en termes de régulation, mais dans son état d'esprit. Lorsque la situation économique est mauvaise, c'est le gouvernement qui est tenu pour responsable. L'intervention publique est alors réclamée.

- **La polarisation de l'économie et les écarts de productivité.**

Comparé à celui des pays de l'OCDE, le niveau de la productivité israélienne est faible. Il se situe pratiquement au niveau de celui de la Grèce, et il ne représente que 60% de celui de la France.

Et ce qui est plus inquiétant est que l'écart de productivité entre Israël et les pays du G7 n'a fait que s'accroître ces dernières années, passant de 3.4 \$ de l'heure de travail à 15.9 \$ de 1970 à 2014, soit près de cinq fois plus.

Figure 5

Labor productivity, 1970-2014

GDP per work-hour in 2005 PPP-adjusted dollars



source: Shores Institute for Socioeconomic Research

- Cette position très défavorable de la productivité israélienne résulte du fait que la seconde économie, à très faible productivité, représente la grande majorité de la population active. 91% des actifs travaillent dans les secteurs à faible productivité.
- D'où le paradoxe, Israël est fréquemment cité comme étant une *“Start-up Nation”*, alors que le niveau moyen de productivité est celui d'un pays pauvre. L'arbre du high-tech cache la forêt des entreprises du Tiers-monde. La faiblesse des qualifications, résultat d'un système scolaire en partie défaillant, se traduit par un niveau de vie très bas qui alimente les inégalités. **Ces deux traits majeurs, importance des inégalités et de la pauvreté, faiblesse de la productivité, caractérisent l'économie israélienne.**

- **Un cercle vicieux s'est alors développé, la faiblesse de la productivité, entraînant celle des inégalités et de la pauvreté qui à leur tour renforcent le processus de faible productivité et de segmentation accrue.**
- **Pour Dan Ben-David, les pouvoirs publics doivent, pour stopper et lutter contre le processus de divergence, relever les défis de la faiblesse des performances du système éducatif et d'une déficience des infrastructures, en particulier dans les domaines des transports et du logement.**

- En théorie, tout accroissement de la productivité dans un secteur augmente la demande d'actifs supplémentaires dans ce secteur, ce qui doit se traduire par un accroissement des salaires et de l'emploi.
- En principe, dans l'hypothèse d'une parfaite substitution entre les actifs des deux secteurs, et **d'absence d'obstacles à la mobilité**, ceux des secteurs protégés doivent migrer vers les emplois des secteurs exposés.
- En conséquence, l'emploi dans ces secteurs diminuant, les salaires devraient augmenter et rattraper à terme ceux des secteurs exposés.
- Dans l'hypothèse où l'on n'observe pas une telle diffusion des hausses de productivité et de salaire des secteurs exposés vers les secteurs protégés, alors un processus de polarisation du marché du travail se met en place. Les deux économies fonctionnent alors en parallèle.
- En d'autres termes, il est quasiment impossible pour les actifs des secteurs protégés de passer dans les secteurs exposés ou de l'économie innovatrice.
- Des barrières à l'entrée aggravent la segmentation, en particulier les compétences requises sont telles qu'elles constituent un obstacle majeur à la mobilité entre des deux secteurs. La conséquence est que les écarts de productivité, mais aussi de salaire, ne font que s'accroître.

Un cercle vicieux : productivité et inégalités

- La faible performance en matière de productivité résulte pour une grande part de la **faiblesse des qualifications**, qui se traduit par un niveau de vie très bas qui alimente les inégalités.
- De plus : Le high-tech emploi 130 000 actifs et la demande de main d'œuvre qualifiée est supérieure à l'offre.

Menace citée par Shores Institute

*“As the disparity between the leading countries and Israel grows, the incentive for educated and skilled Israelis to **emigrate** there rises – a process that is already in progress. For every Israeli with an academic degree who returned to Israel in 2014, **2.8 left**. By **2018, this ratio rose to 4.1 academics who left per every one who returned.**” (cependant le nb absolu reste faible)*

Question : Comment est-il possible que l'écart de productivité (donc de performance) avec les pays riches continue à s'accroître ?

Réponse : la seconde économie dont la part tend à augmenter

*“There is another population group in the country that does not receive either the tools or the conditions to work in a competitive, global and modern economy – **and this population group's share out of the total is growing over time.**”*

*The result has been like a weight pulling down the entire country. Providing this population with the **appropriate tools and conditions** is not only the right thing to do from **a social perspective**, it is also the right thing to do from an **economic point** because Israel needs these persons to be a part of the national engine pulling the country forward.”*

Ces deux traits majeurs, **importance des inégalités et de la pauvreté, faiblesse de la productivité**, caractérisent l'économie israélienne, et ont des **conséquences négatives** :

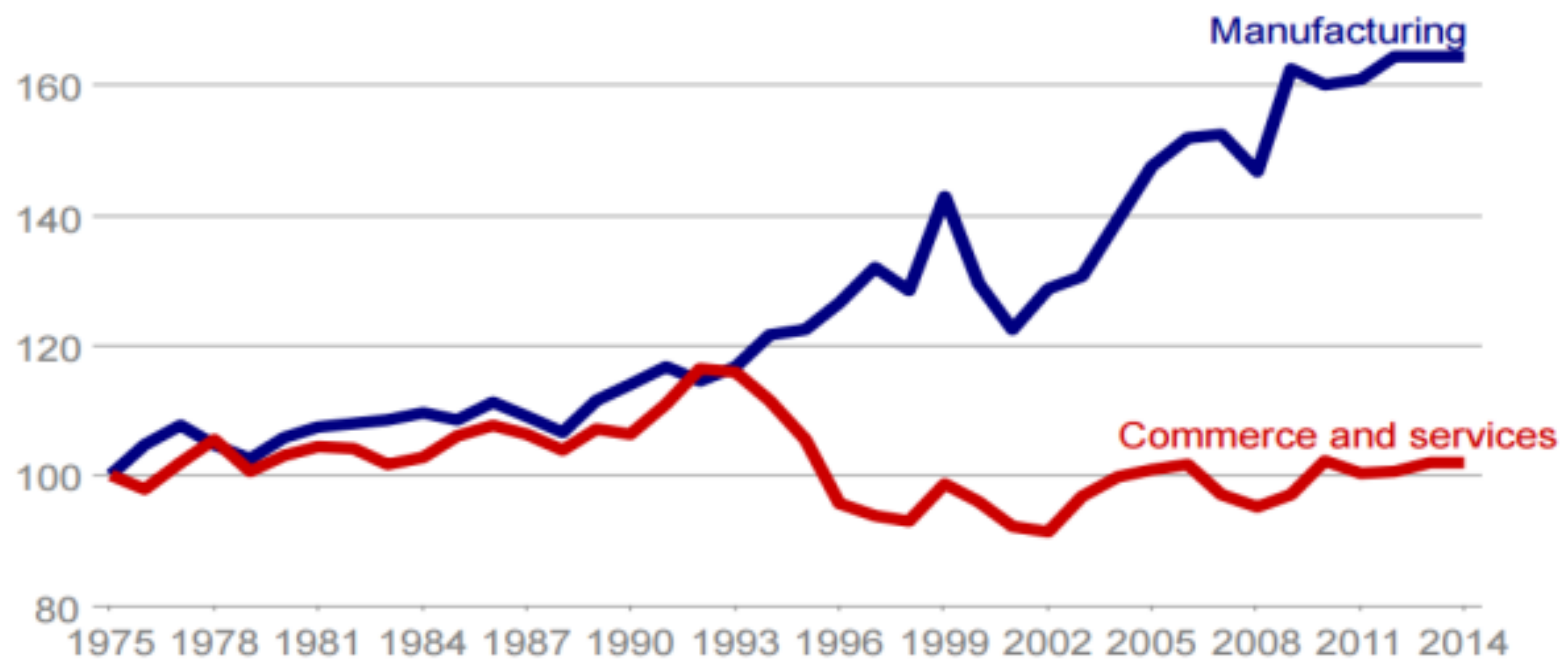
1. freine le développement de l'ensemble de l'économie.
2. les rentrées fiscales proviennent de plus en plus des impôts indirects (TVA). Cet impôt est injuste dans la mesure où il pèse sur toutes les couches de la société indépendamment de leur niveau de revenu.

De plus, l'impôt sur les revenus est surtout assuré par les ménages les plus aisés. Sur l'échelle des revenus en 2000 et 2017 :

	2000	2017
5 premiers décile's	1%	0%
Déciles 6 à 8	16%	8%
2 derniers déciles	83%	92%

Productivity in the manufacturing industry and the commerce and services industry

Index: 1975=100, 1975-2014



Source: Gilad Brand and Eitan Regev, Taub Center

Data: Bank of Israel

Conclusion

La **dualité de l'économie** nuit à la croissance future, et à l'intégration des populations exclues.

La **société** est de plus en plus segmentée, ce qui est préjudiciable à la paix sociale et peut, s'il n'est pas porté remède dans un avenir proche, affecter les fondements de la démocratie israélienne.

....de la dualité économique à la segmentation sociale.....

Partie 2 : Israël, une société fragmentée

- Dans le dernier rapport du PNUD, Israël est classé dans le groupe « *Développement Humain très élevé* ». En 2015 l'IDH était de 0.899, ce qui place le pays à la 19^{ième} place sur 188 pays, la France se situant à un rang légèrement inférieur (21^{ième}). En longue période, la progression de l'indice a été constante, passant de 0.785 en 1990 à 0.899 en 2015. Dans cette période, l'espérance de vie, 82.6 ans, a augmenté de 6.2 années, les années scolaires de 3.3 années et le revenu par habitant de près de 80%. Comparé à d'autres pays de niveau de développement comparable, Israël enregistre des scores plus qu'honorables.
- L'IDH est un indice composite. Il intègre trois dimensions, **l'espérance de vie à la naissance, le niveau scolaire et le revenu par habitant.**
.....Mais ne tient pas compte des inégalités...IDHI

IDH - IDHI

IDHI (*Indice de Développement Humain ajusté aux Inégalités*).

Cet indice (IDHI) ajusté tient compte des inégalités qui affectent les trois dimensions de l'IDH, l'espérance de vie, le niveau de la scolarité et le revenu par habitant.

Il permet de mesurer la “*perte*” de développement humain d'un pays due aux inégalités.

La perte est mesurée par la différence entre les valeurs de l'IDH et celles de l'IDHI.

Plus la différence est importante plus les inégalités sont importantes.

PAYS	REV/HAB.	IDH-IDHI	PAYS	REV/HAB.	IDH-IDHI
ISRAËL (19)	31 215	13.5	ROUMANIE (50)	19 428	11.1
ALBANIE (75)	10 252	13.5	GRECE (29)	24 808	12.4
PORTUGAL (41)	26 104	10.4	JORDANIE (86)	10 111	16.5
BOSNIE (81)	10 091	13.3	PALESTINE (114)	5 256	15.1

Israël : la perte de l'IDH due aux inégalités est de 13.5 points, ce qui met le pays au même niveau que les Etats-Unis ou que ...l'Albanie !

Israël est le pays le plus inégalitaire des pays de l'OCDE, à part la Turquie, le Mexique ou la Corée du Sud.

France la perte est de 9.4%.

Alors qu'Israël se situait à la 19^{ième} place de l'IDH, il passe à la 30^{ième} place de l'IDHI, la France ne perdant qu'une place, passant de la 21^{ième} à la 22^{ième} place.

Les plus fortes inégalités en Israël de développement humain proviennent des inégalités de revenus.

- Une question importante subsiste. Les inégalités économiques sont-elles le fait qu'il y a de plus en plus de riches et dont la richesse continue à croître ou bien est-ce le fait d'un nombre de plus en plus importants de pauvres.
- En réponse, une étude menée par le **département du Trésor israélien** a montré que le problème ne venait pas d'un nombre croissant de pauvres, **mais que les plus riches devenaient encore plus riches.**
- L'étude a aussi montré que la richesse principale se situait dans un groupe très limité, les 1% les plus riches. De plus, si l'on exclut les 1% les plus riches de la distribution, alors les inégalités diminuent de manière significative. Le coefficient de Gini passe de 0.37 à 0.34. Cette observation a frappé les décideurs politiques qui étaient convaincus que le problème était que le nombre de pauvres augmentait, en particulier dans la population arabe israélienne et juive ultra-orthodoxes, et non une augmentation de la part prise par les super-riches. **Au total, il y a en Israël un double problème. D'une part, le nombre de pauvres augmente, aussi la guerre contre la pauvreté est essentielle. Et d'autre part, les inégalités sont fortes, liées à la part détenue par les 1% les plus riches.**

Pauvreté (OCDE)

Coefficient de Gini : 0.35 (0.31)

Taux de pauvreté : 16.9% (11.6%)

Centre : 8%

Tel-Aviv : 11%

Nord : 27%

Haïfa : 20%

Sud : 27%

Jérusalem : 40%

- **Qualité de vie : indicateurs négatifs : Logement - environnement - congestion sur les routes**

Indicateurs sociaux

(100 000 habitants)

Nombre de lits d'hôpitaux

1950 : 3.4

2017 : 1.8

Nombre chercheurs séniors à l'université

1950 : 10

1975 : 140

2017 : 50

Nombre voitures par km de route

	1970	2017
Israël	30	180
Petits pays Europe	30	60

COVID

Avant :

- Croissance = croissance potentielle
- Chômage faible
- Dette publique faible
- Inflation faible

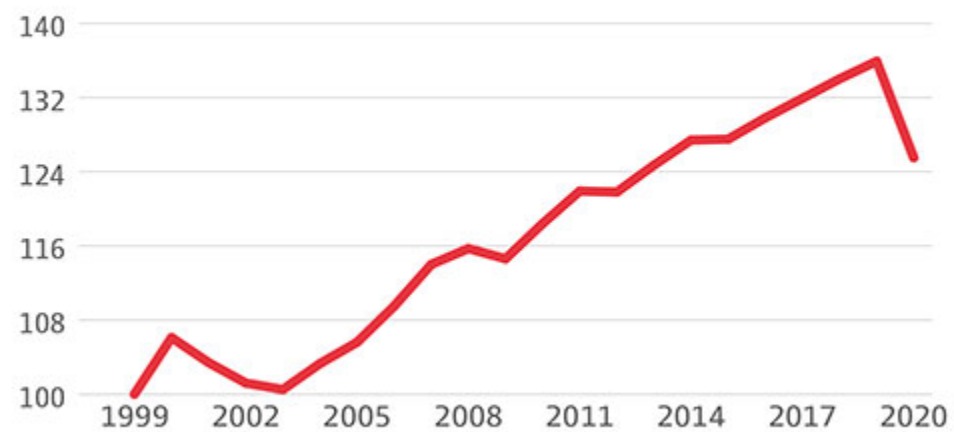
Après : la pandémie renforce les points faibles

- Augmentation de la pauvreté
- Augmentation des inégalités
- Augmentation des disparités de productivité



The COVID-19 crisis threatens to reverse progress in boosting living standards

Real GDP per capita, Index 1999=100



Source: OECD Economic Surveys: Israel 2020

OCDE (sept 2020)

L'économie et le social sont liés

1. La pandémie va accroître les écarts de productivité entre les secteurs high tech et la seconde économie, car les premiers sauront gérer la crise. *“The slow productivity convergence reflects longstanding weaknesses in educational outcomes, a lack of infrastructure investment and barriers to competition.”*
2. The Haredim and Arab-Israelis often work in low-productivity sectors with low wages.